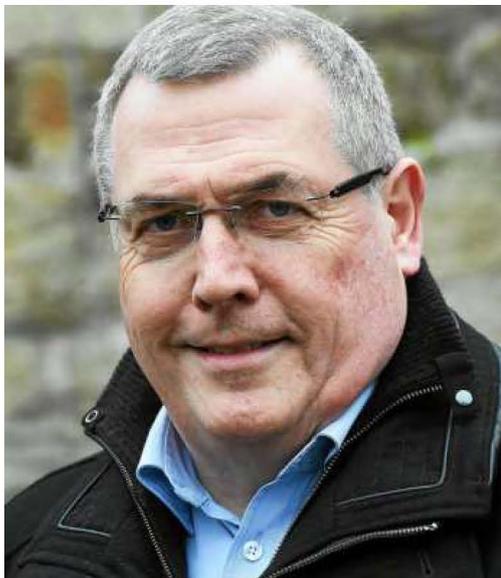


Sill. Quel avenir pour notre territoire ?

13 mai 2015



Constatant le blocage de plusieurs projets de développement économique, à l'image du dossier Sill, Jakez Bernard, président de Produit en Bretagne, nous livre sa position sur les risques que courent nos territoires ruraux. « NIMBY ! Disent les Anglais, Not In My Back Yard, pour signifier que même si l'on trouve une idée excellente, on n'en veut surtout pas dans le fond de son jardin. Pas de bruit, pas d'odeur, pas de camion, pas de bâtiment... Traduit en langage clair, cela signifie vouloir des emplois mais pas d'usine. Étonnante perspective et triste réalité : on ne peut pas aujourd'hui envisager un projet industriel, même dans une zone artisanale aménagée à cet effet, sans déclencher la levée de boucliers d'une association de riverains. Veut-on transformer la Bretagne en belle endormie où l'on vient finir ses jours sans se soucier d'assurer un avenir à ses enfants. Ou bien veut-on une Bretagne belle, prospère, solidaire et ouverte sur le monde ? L'exemple de la Sill est éloquent. Cette entreprise laitière innove, crée des emplois, ouvre la Bretagne au monde. Une tour de séchage destinée à fabriquer de la poudre de lait a vu son permis de construire refusé sur la commune de Plouvien par le tribunal administratif. L'entreprise se tourne alors vers Milizac, une commune proche et qui dispose d'une zone artisanale. Plusieurs associations font immédiatement barrage au projet. Que faut-il faire, abandonner 80 emplois et 50 millions d'investissement bretons ? Faut-il délocaliser ? Faut-il demander aux Chinois de venir investir en Bretagne pour faire à notre place ce qui nous est refusé ? Empêcher l'entreprise de s'adapter aux marchés et de se développer, dans la compétition mondiale, c'est la mettre bientôt en grand danger ?

Le sens de l'intérêt général

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'accepter n'importe quoi en fermant les yeux sur des exigences environnementales légitimes. Ce n'est pas le propos, et ce n'est pas le cas. Il est temps de s'interroger sur le sens de l'intérêt général. A-t-on demandé leur avis aux 80 futurs salariés, aux centaines de producteurs de lait impliqués dans le projet à l'heure de l'ouverture des quotas laitiers, et aux Bretons dans leur ensemble ? La montée des égoïsmes signe la mort des territoires ruraux. Mesure-t-on bien qu'avec un pareil état d'esprit, ni Hénaff à Pouldreuzic, ni Even à Ploudaniel, ni Guyader à Landrevarzec n'auraient pu voir le jour ! Réagissons pour que l'avenir de nos territoires ne soit pas confisqué.

Jakez Bernard président de Produit en Bretagne